

MONDE

Fumée blanche rapide à Bruxelles. On s'attendait à de longs débats. En quelques minutes les 27 sont tombés d'accord. Le Belge Herman Van ROMPUY nommé Président de l'UE. La Britannique Catherine ASHTON, choisie comme Haut représentant ministre des affaires étrangères et le Français Pierre de BOISSIEU, nommé Secrétaire général du Conseil européen, pour 2 ans (voir « Europe »).

Consternation. C'est le sentiment du Département d'Etat américain à l'annonce de l'autorisation par les autorités israéliennes de la construction de 900 nouveaux logements dans Jérusalem-est annexée. Annonce du porte-parole du Département d'Etat, Ian KELLY. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard KOUCHNER, a appelé, comme l'UE, à relancer en priorité les négociations de paix, alors que les Palestiniens réclament la reconnaissance d'un Etat indépendant. Le chef de la diplomatie française s'est entretenu avec le Président Mahmoud ABBAS, puis avec Benyamin NETANYAHOU, dans le cadre d'une visite au Proche-Orient. Il a signé une convention de réhabilitation de l'hôpital al-Quods à Gaza (projet de deux millions d'euros).

Lutte contre la piraterie. Les ministres de la Défense des 27 essaient de lancer une opération consistant à envoyer une centaine d'instructeurs former jusqu'à 2.000 soldats de la future armée gouvernementale. L'objectif est d'aider le gouvernement de transition somalien à lutter contre la piraterie. La France entraîne 500 hommes sur la base militaire de Djibouti.

Nucléaire iranien. Le ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard KOUCHNER, a déploré la « *réponse extrêmement négative* » de Téhéran, qui a annoncé son refus de transférer son uranium faiblement enrichi à l'étranger, mais souhaite « *continuer à parler* » avec les Iraniens. Mais Téhéran s'est dit prêt à examiner un échange simultané d'uranium contre combustible en Iran même.

Irak : objectif élection. La tenue en janvier des législatives en Irak a été remise en cause par le veto du vice-président sunnite Tarek al-HACHEMI à la loi électorale, et ce retard pourrait contrarier le plan américain de retrait des troupes. Cette décision, à laquelle s'ajoutent des revendications kurdes d'une meilleure représentation au Parlement, oblige les députés à rediscuter de la loi.

Afghanistan : Le Président Karzaï investi pour un nouveau mandat de cinq ans. L'envoi de renfort devrait être annoncé rapidement, augmentant de façon « *substantielle* » le nombre de troupes déjà présentes, selon le secrétaire général de l'OTAN, Anders FOGH RASMUSSEN. Le président OBAMA doit bientôt décider s'il envoie ou non jusqu'à 40.000 soldats supplémentaires pour épauler les 68.000 GI's déjà présents. Le nombre de suicides de soldats d'active de l'armée américaine a déjà atteint le record de 140 recensés en 2008, a déclaré son vice-chef de l'état-major.

Corée du Nord. Un émissaire américain Stephen BOSWORTH se rendra à Pyongyang le 8 décembre pour des pourparlers directs avec le régime communiste.

EUROPE

Dirigeants de l'Europe, quels pouvoirs, quels rôles ?

- **Le Président du Conseil** n'est pas le président de l'Europe. Il présidera et préparera le Conseil européen et ses quatre sommets annuels. Il représentera l'UE lors des sommets internationaux. Composé des chefs d'État des États membres, de son président et du président de la Commission, le Conseil européen définit les orientations et les priorités politiques générales de l'Union. Cependant, il n'exerce aucune fonction législative. La présidence tournante de l'UE perdure.

- **Quant à la Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité**, ses fonctions, sont regroupées, et donc renforcées. Vice-présidente de la Commission européenne, l'exécutif européen, elle participera également aux réunions du Conseil européen. Elle présidera le conseil des ministres des Affaires étrangères. Son action sera appuyée par la création d'un nouveau service diplomatique européen pour l'action extérieure, fonctionnant sur les ressources des institutions de l'UE et des États membres.

La distinction entre le président permanent et le Haut représentant aux affaires étrangères est hiérarchique. Le président du Conseil européen définira ainsi les grandes lignes de la politique extérieure, tandis que le vice-président de la Commission l'exécutera.

Audition des futurs commissaires européens. La Conférence des Présidents du Parlement européen a fixé, en présence de José Manuel BARROSO, le calendrier des auditions, qui se dérouleront en janvier. Les candidats devraient avoir plus d'une semaine pour se préparer. Michel BARNIER, candidat français à un poste de commissaire dans le prochain exécutif européen, est « *pratiquement assuré* » d'obtenir le portefeuille du Marché intérieur, selon plusieurs diplomates européens. Le périmètre du poste restera identique à ce qu'il est, avec les services financiers, malgré les pressions britanniques.

Accord sur le budget. 122,9 milliards d'euros pour 2010. A noter l'aide d'urgence de 300 millions. La Commission européenne, les ministres du budget de l'UE et les représentants du Parlement ont réussi à financer les 300 millions d'euros prévus pour le secteur laitier, tout en préservant une marge de 500 millions dans le budget agricole en cas de nouveau coup dur. Cet accord doit encore être définitivement avalisé par le Parlement européen

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Ali BONGO à Paris. Le Président gabonais est attendu en fin de semaine, pour sa première visite depuis son accession au pouvoir.

Thaïlande. Il est recommandé aux ressortissants français de se tenir à l'écart de tout rassemblement à motivation politique, à Bangkok (en particulier la place Sanam Luang et le quartier Dusit : siège du gouvernement, du parlement) ou en province. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/index.html

Soudan. Situation dans l'ensemble du pays: toute la région Ouest (les trois Etats du Darfour) est soumise à des restrictions de circulation de la part des autorités locales (nécessité d'un « travel permit ») et est formellement déconseillée. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/index.html

POLITIQUE INTÉRIEURE

François FILLON réussit de justesse son grand oral. Alors que, dans la majorité comme dans l'opposition, les controverses restent très vifs sur la suppression de la taxe professionnelle et la réforme des collectivités territoriales, et que le Président de la République ne s'est pas exprimé devant le congrès des Maires, le Premier ministre a passé avec un relatif succès son grand oral. A l'exception de nombreux sifflets à son arrivée, et le départ de quelques élus lorsqu'il a pris la parole, le chef du gouvernement a pu prononcer sans trop d'interruptions son discours de près d'une heure, devant plus de 4.000 élus. François FILLON était accompagné de 21 membres du gouvernement.

La close de revoiyure. Le Premier ministre s'était auparavant exprimé devant les sénateurs de sa majorité, sur le calendrier qu'ils proposent pour l'examen de la réforme de la taxe professionnelle. Il a donné son accord sur l'examen en deux temps : la redistribution du produit des nouvelles taxes, point le plus controversé, sera examinée début décembre. De plus, le groupe UMP du Sénat présenta des amendements pour un premier point avant le 31 juillet 2010, « *pour évaluation, simulations et corrections* ». Le Premier ministre n'a par ailleurs rien changé aux grandes lignes de la réforme.

Les réactions. Si les critiques sont pour l'essentiel venues de l'opposition, Martine AUBRY, Premier secrétaire du PS, comparant la réforme de la fiscalité locale à la « *poli tax* » de l'ancien Premier ministre britannique Margaret THATCHER, des élus de la majorité ont continué à marquer de fortes réserves. L'ancien Premier ministre Alain JUPPE a jugé que François FILLON « *avait été courageux* » devant la fronde des maires contre la réforme, mais que celle-ci n'était « *pas encore totalement acceptable* ».

Le grand emprunt au rapport. La commission co-présidée par les anciens Premiers ministres, Alain JUPPE et Michel ROCARD, a remis son rapport au Président de la République. Les 27 experts ont proposé à la puissance publique de financer des « *investissements d'avenir* » à hauteur de 35 milliards d'euros. Parmi les priorités retenues, l'enseignement supérieur et la recherche se taillent la part du lion, avec 16 milliards d'investissements. Une partie des investissements sera financée par le recyclage des 13 milliards récemment remboursés à l'Etat par les banques. Au final, l'emprunt ne devrait, lui, porter que sur 20 milliards, si la proposition de la commission est retenue. L'emprunt, sera lancé uniquement sur les marchés pour être le moins cher possible. Bercy plaide pour des modalités

d'investissement (prêts participatifs, prises de participation...) susceptibles de ne pas être comptabilisées dans le déficit.

La dispute de l'Espoir à gauche. Affrontement entre Ségolène ROYAL et Vincent PEILLON. Le député européen avait organisé à Dijon un débat sur le thème de l'éducation, en excluant les présidentiables, pour élargir la réflexion du PS à d'autres mouvements. L'ancienne candidate socialiste s'y est invitée, provoquant la colère de son ancien lieutenant. Après plusieurs jours de vives tensions, la Présidente de la région Poitou-Charentes a fait savoir qu'elle retirait à Vincent PEILLON l'animation du mouvement constitué après le Congrès de Reims, pour le confier à un trio. En réaction, le député européen annonce qu'il va proposer d'organiser « *un vote très rapidement pour réaffirmer la légitimité de la direction actuelle* ». Le mouvement dispose de 17 des 54 sièges au Bureau national.

Les PRG claquent la porte. Rupture des négociations sur les élections régionales avec le PS. Elisabeth BOYER, vice-présidente du PRG, dénonce « *des propositions PS inacceptables pour un accord au premier tour* ».

Martine AUBRY séduit, Ségolène ROYAL est distancée. Il n'y a pas photo. Sondage BVA pour Orange, l'Express et France Inter, entre Martine AUBRY et Ségolène ROYAL, la Maire de Lille serait choisie par 59% des Français pour diriger le PS contre 41% pour la Présidente de Région.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Commission d'enquêtes sur les sondages. La Commission des Lois a déclaré « irrecevable » parce que contraire à l'article 67 de la Constitution (responsabilité pénale du chef de l'Etat) la proposition de créer une commission d'enquête parlementaire sur les sondages payés par l'Elysée. Bernard ACCOYER répond qu'il convoquera « *dans les prochains jours* » le bureau de l'Assemblée pour lui demander de statuer. Le PS demande l'inscription à l'ordre du jour de la proposition. Rappelons que depuis la révision constitutionnelle, chaque groupe d'opposition peut demander la création d'une telle commission sur le sujet de son choix. Pour s'y opposer, il faut une majorité des 3/5^{ème}, ce que l'UMP et le NC n'ont pas. Le PS a demandé au Président de l'Assemblée nationale de « *respecter le droit du Parlement et les droits de l'opposition* », dénonçant une « *décision politique grossière* ». Thierry MARIANI (sarkozyste), nommé rapporteur de la proposition PS, a conclu qu'il n'y avait « *pas lieu de poursuivre les travaux* ».

Budget 2010 : adoption par les députés. L'UMP a bien sûr voté pour, le Nouveau centre aussi, mais avec des réserves. L'opposition a voté contre en tirant à boulets rouges contre « *l'injustice fiscale* ». A noter : le baromètre AFD / Ifop présenté par Alain JOYANDET, sur l'opinion des Français en matière d'aide publique au développement. Ils sont 66% à estimer qu'il est légitime que malgré la crise et les difficultés budgétaires, la France aide les pays en développement.

Débat sur l'identité nationale le 8 décembre. Nicolas SARKOZY avait qualifié de « *nécessaire* » et « *noble* » le débat controversé sur l'identité nationale lancé par son ministre de l'Immigration, Eric BESSON.

Simplification du droit : ça se complique. Une proposition de loi UMP était destinée à simplifier divers aspects du droit. Elle compte désormais 150 articles, et plus d'1,5 kg d'amendements ont été déposés. De plus, pour la 1^{ère} fois, une proposition de loi a été transmise au Conseil d'Etat, qui a rendu un avis de 300 pages. La Commission des Lois a renoncé à se prononcer en une semaine...

La fessée à l'Assemblée. La députée UMP et pédiatre Edwige ANTIER, a déposé une proposition de loi interdisant de donner une tape à ses enfants sur les fesses. Réponse immédiate de Xavier BERTRAND : « *trop de lois tue la loi* ».

Initiative parlementaire. Une proposition de loi socialiste relance le débat sur l'euthanasie. Examen du texte déposé par Manuel VALLS, député PS, et plusieurs de ses collègues. C'est la première fois que le débat est lancé hors de tout contexte passionnel. Les députés partent du constat que « *plusieurs milliers de personnes bénéficient d'une aide à mourir dans les hôpitaux français, hors de tout cadre légal* ». Seraient concernées, les personnes majeures, dans un état grave et incurable, ayant sollicité une aide à mourir.

Sénat

Initiatives parlementaires. Le Sénat a adopté différentes propositions de loi, UMP et centristes, sur l'imposition des revenus de source locale à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, sur une modification

statutaire de la collectivité, et enfin sur la mise en place d'un cadre juridique unique pour la recherche médicale sur l'être humain.

Contrôler les arrêts de travail des fonctionnaires aussi. Adoption d'un amendement dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécu, qui autorise les médecins-conseils de l'assurance-maladie à contrôler chez eux les fonctionnaires en arrêt, comme cela se fait dans le secteur privé. Expérimentation dans un premier temps, qui ne concernera que 177.000 agents de l'Etat.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi de finances rectificative pour 2009. La dette augmente, mais les taux d'intérêt baissent. Les dépenses ayant été bien tenues, le gouvernement annonce le remboursement de 2 milliards d'euros à la Sécurité sociale. En outre, selon le communiqué, « *le solde budgétaire associé à ce collectif s'établit à -141 milliards d'euros, en cohérence avec la prévision de déficit pour 2009 associée à la présentation du projet de loi de finances pour 2010* ».

Ordonnance. Simplification de l'exercice du contrôle de légalité.

Communications. La campagne de vaccination contre la grippe A. La ministre de la Santé a développé un bilan de la propagation de la maladie. A noter : « *La vaccination, qui concerne l'ensemble de la métropole et de l'outre-mer, va également être proposée aux Français résidant à l'étranger.* » / Bilan et perspectives du programme de développement de la garde d'enfant. / La mise en œuvre du traité de Lisbonne.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Augmentation du SMIC le 1^{er} janvier : elle se situerait autour de 0,35%, soit un gain de 4,5 euros brut mensuels pour un emploi à temps plein.

La ruée vers l'or des banques centrales. Elles stockent. L'Inde a acquis 200 des 403,3 tonnes d'or que le FMI vend, et l'Ile Maurice, 2 tonnes. Le Sri Lanka aurait acquis 5 tonnes, la Russie annonce vouloir acheter l'intégralité du stock du fonds russe des métaux précieux, soit 50 tonnes. La Chine a porté ses réserves d'or de 600 à 1054 tonnes. Le cours de l'or bat tous les records : jusqu'à 1.144,20 dollars l'once.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Bureau de l'Assemblée des Français de l'étranger. Il se réunira pour la 1^{ère} fois au Centre de Conférences Ministériel (27, rue de la Convention Paris 15^{ème}), les 18 et 19 décembre 2009. A noter dans les points à l'ordre du jour : le budget 2010 des Affaires étrangères, le Centre de crise du Quai d'Orsay, l'AEFE, la réforme des collectivités territoriales, l'entrée en vigueur de Lisbonne.

Conseil d'administration de l'AEFE. Il se tiendra le 25 novembre. A noter dans les questions posées par le représentant du Sénat, Robert del PICCHIA :

- Les demandes de prise en charge « *hors délais* » : - Quelle suite à donner aux dossiers de prises en charge arrivés hors délais et pour lesquelles les familles affirment n'avoir pas eu accès à l'information nécessaire de la part du consulat ou du lycée, que ce soit pour une première demande ou pour un renouvellement.
- Les contributions de 6% et de 2% : quel est l'impact de la mise en œuvre de la contribution de 6% dans les EGD et les établissements conventionnés ? Que dire sur les objections soulevées par tous les établissements homologués, en particulier aux Etats-Unis ? La possibilité de facturation à la prestation pourra-t-elle remplacer la contribution de 2% et celle-ci est-elle effectivement reportée à janvier 2011 ?
- Avantage familial : - l'avantage familial et la PEC : il faut trouver une solution pour les personnels dont l'avantage familial ne couvrant pas les frais de scolarité.
- La loi de 2005 sur la scolarisation des enfants handicapés : comment la loi est-elle appliquée dans les établissements du réseau ?

SANTÉ – SOCIÉTÉ

AZF : relaxe générale. Le tribunal correctionnel de Toulouse a relaxé « *au bénéfice du doute* ». Serge BIECHLIN, l'ancien directeur de l'usine, ainsi que Grande Paroisse, propriétaire de l'usine, dans le procès sur l'explosion d'AZF à Toulouse en 2001. Le parquet a annoncé avoir fait appel.

La grippe progresse. Plus d'1,5 million de personnes ont déjà été atteintes par la grippe et ont consulté pour cela selon l'Institut de veille sanitaire. 16 personnes sont mortes en une semaine. Au total, 43 morts sont recensés en France métropolitaine, dont 32 personnes de 15 à 64 ans, 6 personnes de plus de 65 ans, 5 enfants (dont 3 nourrissons de moins d'un an). La contagion se propage plus rapidement dans le milieu scolaire, entraînant la fermeture provisoire de 116 établissements dans toute la France. La ministre de la Santé a fait savoir que la campagne de vaccination, qui se heurte à la résistance tant des Français que du milieu médical, s'accélère, avec 200.000 personnes vaccinées. La campagne devrait durer 4 mois. La formule du vaccin pour les femmes enceintes et les nourrissons est désormais disponible.

A noter qu'en Chine la vaccination bat son plein : 1,5 million de personnes sont vaccinées tous les jours. Objectif : immuniser 7% de ses habitants d'ici la fin de l'année. Selon le ministre de la santé, plus de 50 millions de Chinois ont déjà reçu une injection, et 80 à 90 millions seront vaccinés fin 2009.

Qui veut gagner des millions ? Une société de communication avait annoncé sur son site Internet qu'elle distribuerait 100.000 euros en liquide dans la rue. Plus de 7.000 personnes se sont rassemblées à côté de la Tour Eiffel : la préfecture a demandé l'annulation de l'opération, ce qui a provoqué la colère de certains qui avaient attendu toute la matinée. Martin HIRSCH demande que la facture des dégâts soit présentée à la société, laquelle a annoncé que les 100.000 euros seraient finalement reversés au Secours Populaire.

L'homme hiberne. Une étude du CHU de Toulouse démontre que l'exposition prolongée à des températures basses extrêmes « augmente de 50% la durée totale de sommeil et de 75% la somnolence diurne ». Le Dr BOURBON note que le système veille-sommeil est « non seulement régulé par l'activité de l'homme, mais également par des facteurs solaires tels que la lumière (déjà connue et identifiée) et la température ambiante ».

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le E-commerce ne connaît pas la crise. Les Français devraient acheter en ligne pour 5 milliards d'euros de cadeaux à Noël. Estimation de la Fédération du e-commerce, qui représente une hausse de 25% par rapport à l'année dernière. Au total, le commerce électronique devrait peser 25 milliards d'euros de chiffre d'affaires cette année.

CARNET

Sports

Jeu de main, jeu de vilain. La France est qualifiée, de justesse et sans gloire, à la Coupe du Monde de football qui aura lieu en 2010 en Afrique du Sud. Après avoir battu l'Irlande 1-0 lors du 1^{er} match de barrage, la France a difficilement égalisé lors du match retour, sur un but de William GALLAS grâce à une passe du capitaine français Thierry HENRI, qui a pour ça fait un double contrôle de la main, non sifflé par l'arbitre. La prestation très décevante des Bleus, dominés pendant tout le match, est donc renforcée par cette main volontaire qui a permis le but de qualification. Sur « twitter », Thierry HENRI demande « pardon si j'ai blessé ». L'affaire est devenue un scandale, en Irlande – où le gouvernement demande que le match soit rejoué – mais aussi en France, où beaucoup de voix s'élèvent pour rappeler que la « triche » n'est pas compatible avec les valeurs du sport. Nicolas SARKOZY a répondu « on ne peut pas me demander de me substituer aux instances du football ». La FIFA a annoncé que le match ne sera pas rejoué.

Naissance

Timour, fils de Thierry MARIANI, Député UMP, secrétaire national chargé des Français de l'étranger à l'UMP. *La Rédaction adresse ses sincères félicitations...*

Nominations

Jacques LAPOUGE, ambassadeur en Afrique du Sud.

Bruno BISSON, sous-directeur du cérémonial au protocole du Quai d'Orsay.

Erkki MAILLARD, conseiller Asie, Océanie, Amérique latine au cabinet de Bernard KOUCHNER, serait nommé conseiller Europe à ce même cabinet.

Jean-Michel BOUCHERON, député PS, a été élu vice-président de l'assemblée de l'OTAN.

Michel THIOLLIERE, sénateur UMP de la Loire, pourrait être membre du collège de la HADOPI (.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans *INFOS Hebdo* ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr